

Conférence du 5 mai 2020: Guillaume Duval

Problématique/ Contenu : Sortir de la crise du Covid-19 France/ Allemagne/ Europe.

L'invité de cette conférence est Guillaume Duval, ex-journaliste, écrivain, éditorialiste à "Alternatives économiques", et conseiller au Conseil économique, social et environnemental (CESE). Le lycée débute la conférence en le remerciant d'avoir accepté l'invitation. Aujourd'hui, lors de la conférence, il va présenter les enjeux de la crise pour la France, l'Allemagne, et surtout l'Europe. Et enfin, les élèves pourront lui poser des questions.

Partie I : la situation en France

Guillaume Duval souhaite, dans un premier temps faire, un point sur la crise en France en affirmant « ne pas être un spécialiste sanitaire ». Puis, dans un second temps, il adressera les réponses qui sont données au niveau européen pour surmonter la crise. À la fin, il nous parlera de l'avenir de l'Union Européenne, et notamment des relations franco-allemande.

Sur le plan économique, la crise est d'une violence inouïe, plus encore que la crise des subprimes en 2008, et elle provoquée par le manque de coordination des Etats.

En France, $\frac{1}{3}$ de l'activité économique est à l'arrêt depuis les 2 mois de confinement, ce qui équivaut à 2,5 points de PIB en moins. En terme de baisse d'activité, cette crise est deux fois plus importante que la crise précédente. Sur une année, la baisse de l'activité, provoquera une chute du PIB de 6 points, cette baisse est extrêmement importante.

Aujourd'hui, tous les restaurants, et bars (entreprises dans la culture, événementiel, loisirs) sont fermés. En France, 25 millions de salariés sont dans une situation de chômage partiel.

Les conséquences de la crise pour les salariés sont les suivantes :

- $\frac{1}{4}$ des salariés vont sur leur lieu de travail
- $\frac{1}{4}$ des salariés sont en chômage partiel/ total
- $\frac{1}{4}$ des salariés font du télétravail
- $\frac{1}{4}$ des salariés se trouvent dans d'autres situations (par exemple : congé forcé, maladie, droit de retrait)

Pour financer le chômage partiel, la France prévoit 24 milliard d'Euros sur l'année.

Ce que la France a déjà mis en place pour surmonter la crise :

- Le gouvernement a repoussé les impôts en tant que crédit, mais beaucoup d'entreprises ne pourront pas rembourser ces crédits.
- l'Etat garantit de rembourser les prêts accordés aux entreprises.

Ces mesures représentent déjà des dépenses importantes qui vont s'accroître dans l'avenir.

La probabilité que l'économie reparte très vite et très fortement est très faible. Plusieurs secteurs tels que le tourisme restent perturbés durablement. La France aura 120 % de dette publique à la fin de l'année 2020, et l'Italie aura 160 % (en raison de la situation très dégradée des finances publiques).

La crise du Covid-19 met aussi en exergue un grand nombre d'inégalités, qu'elles soient sociales, économiques, générationnelles, scolaires ou qu'elles concernent l'accès au soin et à Internet. On retrouve même de profondes inégalités entre les différents pays d'Europe, essentiellement par rapport à l'impact sanitaire (taux de mortalité). Même si ce qui arrive économiquement à la France est représentatif de ce qui se passe dans les autres pays d'Europe, tous les pays d'Europe ne sont pas touchés de la même manière par la pandémie de Covid-19.

L'Allemagne est très épargnée par rapport à l'Angleterre ou encore l'Italie. Alors que l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre et la France sont particulièrement affectées, les pays les moins touchés par la pandémie tels que l'Allemagne, le Danemark et la Suisse entament le processus de déconfinement dès le mois d'avril.

Partie II : la réponse à l'échelle européenne

Au départ, il n'y a eu que très peu, voire aucune coopération entre les pays membres de l'union européenne : les mesures ont été prises dans tous les sens et de façon désordonnée. Ce manque de coordination peut s'expliquer par le fait que la politique de santé relève de la responsabilité des Etats membres. La réponse sanitaire est très faible au niveau européen, et l'Union Européenne espère accorder plus d'attention et renforcer les moyens de ce secteur dans le futur. L'UE a besoin d'une force de sécurité sanitaire qui peut se développer en temps de crise.

Sur le plan économique, la réponse a été très rapide et efficace : la Commission Européenne a tout de suite levé les restrictions qu'il pouvait y avoir, et a débloqué des fonds de son budget pour aider les pays les plus touchés par la crise. La BCE a également pris des mesures très importantes.

L'Italie, tout comme la France et l'Espagne, était déjà très endettée avant la crise.

Les conséquences économiques de la crise de covid 19 :

9 pays européens ont proposé des Corona-Banks : cette solution a été très combattue, notamment par les gouvernements allemand et néerlandais. Le 26 avril, la Commission s'est réunie pour proposer l'émission de titre de créance sur le marché financier pour les pays européens les plus touchés par la crise.

Plusieurs questions et problématiques ne sont pas réglées pour l'instant, notamment celle qui stipule qu'il n'y a pas besoin pour l'instant de ce fond de redressement, car la réaction rapide de la BCE a réussi à calmer les spéculations causées par la crise ; l'Europe n'est pas menacée pour le moment d'explosion.

Partie III : l'avenir de l'Union Européenne

L'Allemagne est l'un des pays européens le moins touché par la crise sanitaire et économique causée par l'épidémie, même si le secteur des exportations est fortement impacté.

Il est pertinent de noter que l'Allemagne a une responsabilité très particulière vis à vis de l'avenir de l'Europe. Le gouvernement allemand doit accepter de jouer un rôle de solidarité beaucoup bien plus important que ceux des autres pays. Bien que la population allemande soit réticente, elle a cependant pris conscience que dans le passé, en 2008 plus précisément, cette réticence avait endommagée l'Euro. L'élite allemande réalise également que l'union européenne est un atout essentiel par rapport à l'évolution du monde face à des géants tels que la Chine, les États-Unis, ou encore la Russie.

Le danger auquel fait face l'UE est la montée des partis d'extrême droite. Par exemple, les partis italiens d'extrêmes droites rassemblent plus de 40% des voix en Italie. En France, il y a aussi une force très importante de l'extrême droite ou encore des critiques de l'union européenne. La crise est donc non-négligeable.



Question - Réponse :

Question de Nour B. à 10h22 : **Pour mener sa politique monétaire, que peut faire la banque centrale européenne ?**

La Banque Centrale Européenne (qui est une institution très particulière) peut faire plusieurs choses. Ce qu'elle faisait déjà et ce qu'elle a commencé à faire :

- Jouer sur le taux directeur qui est très proche de 0 depuis longtemps, et qu'on peut difficilement amener au delà. Il est désormais dans le négatif : cela coûte de l'argent aux banques de stocker de l'argent à la Banque Centrale Européenne. Avec cette décision, la BCE espère les pousser à prêter de l'argent
- Elle joue aussi sur les réserves obligatoires : avec 0% de taux d'intérêt sur les crédits donnés au réserve obligatoire. Incitation très forte à ne pas donner de crédits.
- La Banque Centrale Européenne, ce qu'elle fait surtout en ce moment, air sur les taux d'intérêts à long terme en achetant des titres qui se vendent sur le marché financier. La BCE fait baisser les taux d'intérêts en achetant beaucoup de titres. Crée de la monnaie en les achetant, aujourd'hui europe détient 25% du Pib de la zone euro en terme de dette publique et 20% en terme de dette privée (au total 40%). Elle en détiendra 60% à la fin de l'année.

Question de Julien A. à 11h01 : **Est-ce qu'on va aller à une baisse durable de la croissance ?**

Si plusieurs secteurs tels que le tourisme, ou encore les activité culturelle font faillite, il faut s'apprêter à vivre avec moins de richesses dans le futur, et aussi plus de chômage (lié aux situations de chômage partiel). En réalité, notre futur dépend énormément des mesures économiques que les pays européens vont prendre maintenant. Les nouvelles mesures sanitaires vont coûter beaucoup plus cher, donc vont durablement affecter l'activité. De plus, les tensions Chine/États-Unis montent à nouveau à cause de la crise du Covid-19.

Question de Kata N. à 11h07 : **Comment le coronavirus va-t-il influencer la relocalisation de la production ?**

La crise a montré l'extrême dépendance de l'Europe au niveau des masques, sur le plan pharmaceutique ou encore sur les chaînes d'approvisionnement. De ce fait, le mouvement de la relocalisation (qui était déjà en mouvement avant la crise du à l'évolution de la Chine qui avait cessé d'être l'Atelier Monde) va avoir lieu, mais il faut se méfier : différence entre démondialiser et relocaliser. Il va continuer d'exister des grandes multinationales qui vont délocaliser leur production près de leur marché. Il faut cesser de dépendre autant des entreprises chinoises et américaines sur le marché, on a un vrai problème de politique européenne industrielle pour faire naître des entreprises innovantes sur le marché.

Question de Eleonora D. à 11h13 : **Y a-t-il des droits qui ne peuvent pas être touchés par l'Etat en temps de crise ?**

L'Etat peut toucher à beaucoup de choses, et en situation de crises peut mettre en place des mesures exceptionnelles, mais moins flexibles. Il y a déjà en France et en Allemagne des contestations juridiques de telles ou telles mesures prévues par l'Etat d'urgence sanitaire.

Question de Alice T. à 11h15 : **espérer repartir sur un nouveau modèle plus tourné vers des questions environnementales, n'est-ce pas une occasion de changer ?**

La crise affecte les secteurs très importants ex. automobile, pétrochimie. La tentation existe de dire il faut soutenir ces secteurs coûte que coûte, il y a tout un lobby pour dire de repousser la mise en oeuvre de nouvelles normes d'émission plus stricte. C'est un très gros risque que la crise freine les nouvelles mesures environnementales.

C'est un débat essentiel pour l'avenir : on pense que sur le long-terme pour défendre notre modèle social en Europe il faudrait mieux être moins dépendant des énergies fossiles et plutôt des énergies renouvelables. Se passer des matières premières non-renouvelables, se pose la question de la taxe carbone et de continuer à dissuader la population de se passer de ces matières dans un contexte où le prix du pétrole a beaucoup baissé à cause de la crise. Les gouvernements européens sont à la traîne dans la transition écologique, par rapport à la Chine et aux Etat-Unis.

Victoire C. à 11h22 : **le fait d'avoir l'Euro, est-elle un chance de passer avec plus de stabilité dans cette crise ?**

Je pense que l'Euro nous a apporté en particulier une baisse très durable des taux d'intérêts, aujourd'hui on emprunte 2-3%. La capacité qu'on a eu a assuré la coopération en Europe est devenu très attrayante pour beaucoup de pays. L'Europe est prise en compte à l'internationale essentiellement parce que l'on a l'Euro. Les Britanniques vont très vite se rendre compte qu'il ne pèsent plus rien à l'échelle du monde.

Katharina H. à 11h27 : **Quels seront les secteurs qui profitent à long terme de cette crise ? et quel sont ceux qui en souffrent ?**

Tout ce qui est relié au télétravail/ télécommunication est un gagnant à long terme. Le secteur financier n'a pas l'air de souffrir à long terme de cette crise. Ainsi que les médias qui

profitent également de cette crise.

Spectacle vivant, la culture est le secteur le plus impacté aujourd'hui : on verra comment les choses évoluent sur le plan sanitaire. Tourisme à longue-distance sera relativement durable. Secteur aérien très affecté aussi.

L'automobile peut aussi être affectée

Eleonora D. à 11h30 : Pensez vous que après la crise du coronavirus, et la mise en place d'une application, les informations pourront être à nouveau privatisées ?

Cela soulève beaucoup d'émotions et beaucoup de débats et de très grosses interrogations sur les procédés envisagés sur les secteurs de la santé. Question sérieuse à laquelle je n'ai pas de réponse définitive. Ce qui compte vraiment, ce sont les conditions d'encadrement en matière juridique qu'on place autour de ces choses qui font qu'elles sont acceptables socialement ou pas.

Lou B. G. et Joséphine S. à 11h34 : l'impact sur le fonctionnement de la crise sachant que l'Allemagne est organisée en Länder et la France est centralisée ?

La France fait partie des pays qui ont le moins bien géré la crise du coronavirus. La France est un pays extrêmement centralisé, tant que le président de la république ne considère pas la gravité de la situation alors il ne se passe rien. Or, le président de la république était focalisé sur la réforme des retraites. Les Français ont aussi regardé les italiens de haut ce qui a mené à une sous-estimation de la gravité de cette épidémie. Cette gestion amène ainsi à des questionnements très forts : ex. décentralisation de l'état.

Question Mme.Blomberg à 11h54 : Que pensez-vous de cette idée de monnaie hélicoptère ?

L'idée de la monnaie hélicoptère est de dire c'est pas juste ce que la BCE fait qui enrichit les spéculateurs et que cela ne sert pas vraiment les gens qui en ont besoin. La BCE ferait mieux de donner l'argent directement aux gens.

L'idée est en soit intéressante, après la monnaie hélicoptère sous l'angle d'un chèque à tous les Européens n'est pas une idée valable en Europe aujourd'hui. Ce n'est pas en donnant encore plus d'argent aujourd'hui que l'on va aider tout le monde, il faut plutôt s'intéresser au bien être des citoyens et la dette des entreprises. Notre situation n'est pas comparable aux Etats-Unis. Je ne pense pas que ce soit une réponse adaptée aux besoins de l'Europe.